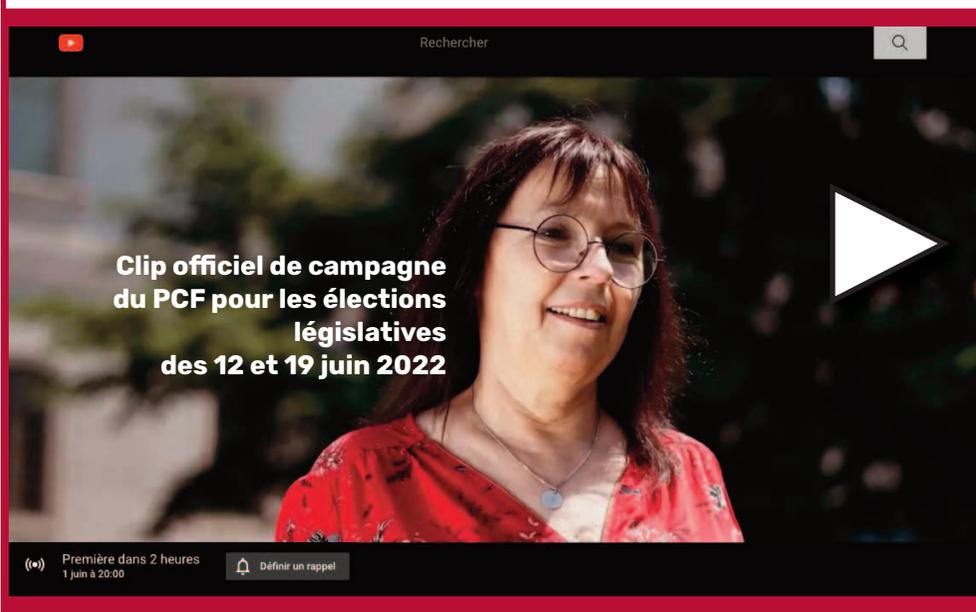


Le MJCF écrit aux candidats :

« Engagez-vous contre Parcoursup ! » (p. 7)

COMMUNISTES

Législatives, échos de campagne



Vidéo

La vidéo de la
Campagne officielle
sera visible à
partir du mercredi
1^{er} juin 20 h.
Cliquez sur le lien.

Sabot

La droite ironise volontiers quand on lui parle de programme alternatif : Oui, mais où trouverez-vous l'argent ? Sous le sabot d'un cheval ? On va lui conseiller une bonne lecture, celle du rapport récent de l'OCDE sur les comptes bancaires à l'étranger des résidents de ses États membres. On parle de 75 millions de comptes (plus d'un million pour la France), d'un montant de 9 000 milliards d'euros. Et gageons qu'il ne s'agit là que d'un bout du trésor, c'est ce que les cossus veulent bien « déclarer », comme on dit. « Les pays commencent à savoir comment traiter ces données », dit le rapport. Voilà un bon début, la collecte continue. ★

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2022 (cliquez)

Je verse: €

*"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

La REM est morte, vive: RENAISSANCE



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives,
faites le savoir par mail à Léna Mons <lmons@pcf.fr>

4 & 5 juin, à partir de 11h : Fête de l'Humanité Haute-Garonne : débats, stands et concerts. Prévente 10 €, sur place 15 €. Pechbonnieu (31)

7 juin, à partir de 18h30 : Conférence de l'Université populaire de l'Aube : « Pour que l'homme ne soit pas l'avenir de la femme, quelle égalité femme-homme ? », par Yvon Quiniou. Auditorium de Saint-Julien-les-Villas (10)

18 juin : Danse & partage avec les paysans : journée de tables rondes et de concerts organisée par la Confédération paysanne. Ferme des Desrues, Dornes (58)

Jusqu'au 19 juin : Exposition « *Le rire de Cabu* », à l'occasion de la journée de la liberté de la presse. Du mardi au dimanche, entrée gratuite. Hôtel de région, Montpellier (34)

21 juin, à partir de 18 h : Fête de la Musique à la Maison du PCF de Villeneuve-le-Roi (39 rue Henri-Lusseau) (94)

24 & 25 juin : Fête du Travailleur Alpin : débats, animations, concerts... Pass 2 jours à 29 € en prévente, 33 € sur place, billets en vente sur fete.travailleur-alpin.fr/billetterie/ Esplanade de Grenoble (38)

1^{er} & 2 juillet : Fête du Travailleur Catalan : débats, stands associatifs, concerts avec notamment Mouss & Hakim et Jahneration. Bon de soutien : 25 € les 2 jours (jusqu'au jeudi 30 juin auprès des militants communistes et à la maison des communistes - 04 68 35 63 64). Route interplage, Argelès-sur-Mer (66)

9, 10 & 11 septembre : Fête de l'Humanité dans un nouveau site ! Elle se déroulera sur la « Base 217 », au Plessis-Pâté (91). Bons de soutien à 35 € en vente auprès des camarades

Jusqu'au 19 septembre : Exposition *Josep Bartoli, les couleurs de l'exil*, sélection de plus de 150 oeuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

1^{er} & 2 octobre : Fête fédérale des Hautes-Pyrénées, plus d'informations à venir

1^{er} & 2 octobre : 3^e salon du livre et 7^e Fête de l'Humanité Sologne, organisés par les Amis de l'Humanité Sologne-Romorantin. Villefranche-sur-Cher (41)

RETOUR DE L'UNIVERSITÉ PERMANENTE À PARTIR DU 11 JANVIER À L'ESPACE NIEMEYER :

7 juin : *Guesde et Jaurès, deux méthodes du socialisme*, avec Jean Numa Ducange.

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

FÊTES de l'Humanité Poitiers (86), les 27 & 28 mai ; de la terre, à Villié Morgon (69), le 29 mai

Un député communiste pour le Pas-de-Calais, c'est possible !

Le 13 mai, Jean-Marc Tellier, candidat titulaire, et Donata Hochart, candidate remplaçante sur la troisième circonscription du Pas-de-Calais, ont annoncé leurs candidatures devant une salle comble qui débordait sur les trottoirs de Lens.

Cette candidature est soutenue par 12 des 13 maires de la circonscription, par le président du Conseil départemental, par le président de la communauté d'agglomération de Lens-Liévin, de l'ensemble des conseillers départementaux de la circonscription et de toutes les forces de gauche rassemblées sous la bannière de la Nouvelle union populaire écologique et sociale. Ces dernières années, Jean-Marc Tellier a été à l'initiative de multiples combats pour les services publics, les transports, le droit à la santé pour tous, la lutte contre le mal-logement, le droit des enfants, le droit de bien se nourrir, la lutte contre les expulsions, la lutte contre les augmentations du coût de l'énergie et contre les coupures de gaz et d'électricité, et pour la paix et l'amitié entre les peuples.

La campagne bat son plein sur l'ensemble de la circonscription. Les militants des quatre forces politiques et les sympathisants s'attellent au porte-à-porte pour présenter le candidat, ses propositions, et aussi faire connaître le NON-bilan du député RN sortant. En effet, que ce soit pour la circonscription de Lens ou à

l'Assemblée nationale, le bilan du député sortant est proche du néant.

La caravane aux couleurs de la campagne de Jean-Marc Tellier sillonne le territoire et fait étape sur les marchés. L'accueil réservé aux candidats et aux militants est bon et encourage à redoubler d'efforts. Sylvain Robert, maire de Lens et président de l'agglomération, a accepté de présider avec Cathy Apourceau-Poly, sénatrice, le comité de soutien. Le bassin minier est un territoire qui est laissé à l'abandon depuis trop longtemps. Les élus locaux, malgré leur dévouement, ont besoin d'un homme

sur qui s'appuyer afin de faire entendre et mesurer les réalités de notre quotidien.

Le bassin minier mérite autant d'attention de la part de l'État que les grandes métropoles. Et les ouvriers autant que les classes sociales les plus nanties. Cette candidature a pour objectifs d'être

utile, donner plus de force aux luttes et plus de moyens de développement au bassin minier, participer à l'émergence de nouvelles politiques profondément ancrées à gauche, participer à mettre en œuvre des réformes pour stopper la hausse des prix, à commencer par celle des carburants et de l'alimentation, porter tout de suite le SMIC à 1 500 euros net, revaloriser les retraites et mettre en place une garantie d'autonomie jeune...

La gauche rassemblée au sein de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes) a toutes les chances de réussir le premier tour et de chasser le député RN au second. À l'instar des élections départementales de 2021, où l'union intelligente dès le premier tour a permis de gagner 4 cantons sur le RN (dont trois ont des communes sur la circonscription) et ainsi diviser par deux leur nombre d'élus au conseil départemental.

Alors, oui, il est possible de battre l'extrême droite et d'élire un député engagé pour la justice sociale, engagé pour être utile aux habitants et au territoire ! ✪

Nicolas Chevet



Morbihan

Les législatives au cœur de la Fête du Bol d'Air à Lanester

Dimanche 22 mai, sous un beau et (très !) chaud soleil breton, au parc du Plessis à Lanester, s'est tenue la 68^e Fête du Bol d'Air organisée par le Comité de la Fête et la section locale du PCF.

Après deux ans d'interruption, ce fut tout d'abord un grand plaisir de se retrouver pour partager le verre de l'amitié, de déambuler au milieu de stands dressés pour l'occasion (dont celui remarqué du Secours populaire), ou encore de profiter des riffs de guitare des groupes Sortie de Garage et Dedennpapa, groupes 100 % locaux !

Mais c'était aussi et surtout, un moment de la campagne politique des législatives 2022, avec la présence des candidats de la Nouvelle union populaire écologique et sociale pour la 5e circonscription du Morbihan (Lorient), Damien Girard (EELV) et Florence Gourlay (de l'association Lorient en commun).

Les communistes, par la voix de Philippe Jumeau, secrétaire départemental, ont bien évidemment apporté leur soutien plein et entier aux initiatives qui vont se dérouler pendant les trois semaines restantes de campagne afin que ce rassemblement de l'ensemble des forces de gauche (présentes par leurs responsables pendant la Fête) permettent de reconquérir cette circonscription, qui a le cœur à gauche mais a été remportée par LaREM en 2017.

Le binôme de candidats, dans leur intervention de l'après-midi, a rappelé le triple enjeu de ces élections : urgence sociale, urgence démocratique, urgence environnementale.

Les deux candidats ont tenu à ajouter des dimensions locales mais qui ont une résonance nationale parmi les enjeux de la circonscription : le nécessaire maintien et renforcement de l'activité industrielle symbolisé par la rude bataille que mènent les salariés de Fonderies de Bretagne (ex SBFM) face à la volonté de Renault de rayer du territoire une entreprise emblématique du territoire (300 emplois de fondeurs et plus de mille emplois induits), les enjeux de la maritimité, en particulier liés au mix énergétique,



ou encore la question du logement, très sensible à l'heure actuelle, mais qui en bord de mer atteint des difficultés d'accès au logement de toute nature jamais atteintes.

De tous les avis recueillis au cours ou après la fête, ce fut une très belle journée festive, musicale, politique, empreinte, pour reprendre les mots de la présidente de la Fête, Manuèle Massiera, « de valeurs fraternelles et solidaires ».

Philippe Jumeau

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
 COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
 Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourrière,
 Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
 Mèl : communistes@pcf.fr
 RELECTURE : Jacqueline Lamothe
 MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
 Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Poitiers : un temps fort pour se rencontrer

Après deux annulations pour cause de pandémie, la section de Poitiers du Parti communiste français a tenu les 27 et 28 mai la 5^e Fête de l'Humanité à la Maison des Projets de Buxerolles sous un grand soleil printanier. Deux jours de paix, de politique et de culture ouverts à toutes et tous. Quelques milliers de personnes sont passées par son village associatif, sa bourse aux livres, son village d'artiste, son espace débat et sa traditionnelle brocante solidaire. En plus de la programmation artistique, les visiteurs ont pu assister à de nombreux temps politiques importants. La section se réjouit du succès de cette édition et travaille déjà à l'organisation de la prochaine.

Quel plaisir pour les communistes de la section de Poitiers de retrouver la Maison des projets de Buxerolles. La Fête de l'Humanité Poitiers a été le théâtre de plusieurs temps politiques forts : débat sur la paix et l'internationalisme avec Felix Atchadé, Assan Lakehouli et Cécile Dumas ; conférence sur la vie de Martha Desrumeaux avec Pierre Dutterick ; débat projet contre projet opposant les Jeunes avec Macron et les Jeunes communistes, et un grand meeting unitaire le 27 mai en début de soirée. Ce dernier a permis aux quatre candidats titulaires de la Vienne pour la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes), ainsi qu'aux responsables locaux du Parti, de développer les grands axes programmatiques de l'union et de renforcer la dynamique nécessaire à l'élection d'une majorité de gauche avant la dernière ligne droite de la campagne. Suite à cette rencontre publique, se sont plus de 200 camarades, ami-e-s et partenaires qui ont partagé un grand banquet républicain agrémenté de deux concerts. Temps fort pour se rencontrer, parler politique durant un instant fraternel et resserrer les liens.

Les visiteurs des allées de la Fête ont pu parcourir un village associatif et artistique d'une trentaine de stands. L'occasion pour les Poitevins de rencontrer les syndicats (CGT, FSU...), les associations d'éducatrices populaires et de préventions (Francas, Planning familial, Equinox, Transition...), les structures de solidarité concrète et les stands politiques du Parti, du MJCF, de Poitiers Collectif et de la Nupes. Le week-end s'est conclu par un grand concert animé par Lemon Furia et Soviet Suprem qui a rassemblé plus de 500 personnes.



Ce week-end a été l'occasion, pour la section de Poitiers, de montrer son implantation locale forte et sa capacité à tenir un événement populaire culturel et politique d'ampleur et accessible à toutes et tous. Les militants des forces organisatrices ont pu promouvoir l'Humanité, les campagnes du Parti communiste français et du Mouvement des jeunes communistes de France. La fédération de la Vienne accompagne ses sections à l'organisation d'événements similaires. Nous donnons d'ailleurs rendez-vous aux camarades pour la Fête de l'humain d'abord sur le thème de Cuba, organisée par la section PCF du Sud-Vienne les 26 et 27 août, avec la présence de l'ambassadeur français de Cuba. ✪

Samuel Franceschi
pour la section PCF de Poitiers



General Electric : l'emploi et la production sacrifiés sur l'autel de l'optimisation et de l'évasion fiscale

Après le fiasco industriel de 2015, avec la vente de la branche énergie d'Alstom à General Electric, après la saignée sociale avec la suppression de 5 000 emplois, voilà la troisième facette de la gestion de la direction du groupe General Electric : l'évasion fiscale massive via la Suisse et le Delaware. C'est ce que révèle, le 29 mai dernier, une enquête de Disclose, association indépendante de journalistes.

Leur enquête démontre que le groupe aurait dissimulé les bénéfices liés à la vente de turbines à gaz produites à Belfort, où 1 500 emplois ont été supprimés, pour que ce produit échappe au fisc français. Plus de 800 millions d'euros auraient ainsi disparu des caisses de GEEPF, l'antenne de GE en France, entre 2015 et 2020, représentant un manque à gagner de 150 à 300 millions d'euros pour les comptes publics. Des filiales installées en Suisse et au Delaware auraient permis la mise en œuvre de ce dispositif d'optimisation fiscale.

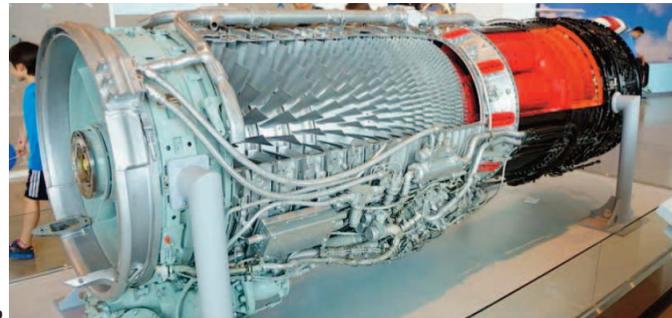
Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, avait alerté dès 2019 le gouvernement sur ces pratiques comptables scandaleuses, autant pour les comptes publics de la France que pour les salariés, les territoires et l'ensemble de la filière. Pourtant, rien n'a été entrepris par Bercy pour mettre un terme sur ce détournement des richesses créées par les travailleurs en France.

Dans ces conditions, le Parti communiste français exige la mise en œuvre immédiate d'une véritable politique de lutte contre l'évasion fiscale, essentiellement organisée par les grands groupes, et de conditionner toutes les aides publiques à des politiques vertueuses de la part des entreprises, en matière d'emploi, de salaires, de formation, mais aussi de pratiques comptables. Il propose par ailleurs de

donner aux salariés ainsi qu'à leurs organisations syndicales de nouveaux pouvoirs d'intervention dans la gestion des entreprises.

Il faut enfin se donner les moyens de mettre au pas cette finance qui dispose de trop de pouvoirs pour prospérer et se gaver contre l'emploi, les salaires, contre le développement de filières industrielles stratégiques et contre les territoires. ★

Parti communiste français
Paris, le 30 mai 2022



9, 10, 11 septembre

Fête de l'Humanité



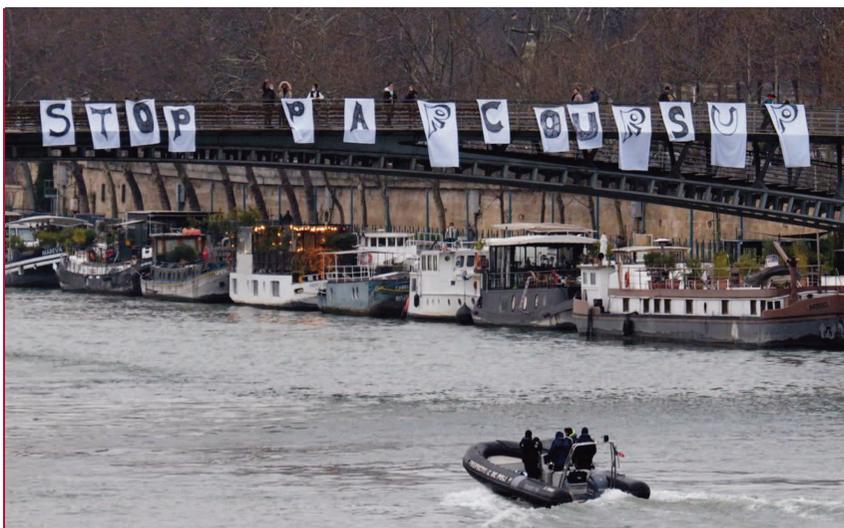
La Fête quitte le parc de La Courneuve pour une nouvelle adresse : l'ancienne base aérienne 217 au Plessis-Pâté, une commune située à 28 kilomètres au sud de Paris, en plein cœur de l'Essonne, et qui jouxte Brétigny-sur-Orge.

Les bons de soutien sont disponibles directement au journal l'Humanité, et bien sûr auprès des militantes et militants communistes qui en assurent une large diffusion, à 35 euros.

Le MJCF écrit aux candidats aux législatives :

« Engagez-vous contre Parcoursup ! »

Le Mouvement jeunes communistes de France appelle les candidates et candidats aux élections législatives à s'engager pour la fin de la sélection à l'université. La pétition stopparcoursup.org alerte les pouvoirs publics sur la détresse de toute une jeunesse face au manque d'affectations dans le supérieur. Chaque année, Parcoursup plonge des milliers de jeunes dans l'anxiété, trie les élèves et broie des projets de vie. Ce sont les élèves issus des classes populaires qui subissent le plus cette sélection discriminatoire, fondée sur le dossier scolaire (notes, lycée d'origine, expériences extrascolaires...).



L'an dernier, 120 000 élèves n'avaient aucune affectation suite à la phase principale. À l'arrivée, ce sont 80 000 bacheliers et bacheliers qui se sont retrouvés sans aucune affectation à la rentrée. Environ 450 000 candidats ont été acceptés dans une filière par défaut.

À l'université, faute de places en master, une sélection est également à l'œuvre entre la licence et le master. Les jeunes se sont massivement investis dans de nombreux mou-

vements pour la fin de la sélection : contre Parcoursup à l'hiver 2018, contre la liquidation du baccalauréat national en 2019, contre la sélection en master l'hiver dernier. Ils ont démontré maintes fois que c'est un sujet de première importance pour eux et qu'ils attendent des engagements forts.

Nous ne voulons pas de la sélection, nous ne voulons pas de Parcoursup. Nous voulons que chaque jeune puisse accéder aux études de son choix.

Le MJCF demande aux candidates et candidats de prendre position sur deux revendications :

- L'abrogation des réformes du lycée et du baccalauréat, et la

suppression de Parcoursup, afin de revenir à un baccalauréat national qui garantit une place dans une formation choisie dans l'enseignement supérieur.

- La réévaluation du budget de l'enseignement supérieur de 14 à 20 milliards d'euros, la construction de nouveaux établissements publics et un plan de recrutement de 10 000 enseignants-chercheurs. ✪



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

À Davos, les affaires sont les affaires



« La liberté est plus importante que le libre-échange. » Ces mots sont ceux de Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN ; ils ont été prononcés le 24 mai 2022 au Forum économique mondial qui se réunit tous les ans à Davos. L'ancien premier ministre norvégien, peut-être inspiré par Emmanuel Macron, a aussitôt ajouté sous forme de mauvais plagiat : « et la protection de nos valeurs est plus importante que le profit. »

Il sera toutefois bien question de valeurs (sonnantes), et non de principes (politiques), car n'imaginons pas qu'il s'agisse d'une prise de conscience quant à la responsabilité des accords de libre-échange dans l'explosion des inégalités, des injustices et de la pauvreté mondiales, ni celle des firmes multi- et transnationales dans l'épuisement des ressources et le saccage des écosystèmes, pas plus que celle des grands États exportateurs d'armements dans de sales guerres.

Y en a-t-il seulement de propres ? ont l'habitude de répliquer les vendeurs d'armes pour se donner bonne conscience puisque d'aucuns, la France notamment, ont fait ces dernières années de bonnes affaires dans le domaine avec le régime russe. Pour corriger cette faute, il suffirait désormais de s'en remettre à « la morale dans les relations internationales », selon un ministre allemand. La morale (occidentale), courante en diplomatie, se traduit systématiquement en un « deux poids-deux mesures » dans lequel la politique perd toute noblesse : trop nombreux sont les peuples, au Moyen-Orient ou en Afrique, qui en font la cruelle et désespérante expérience.

À Davos donc, c'est au chevet de la guerre en Ukraine que tous les beaux esprits se sont penchés, sans pour autant en appeler à la paix et à l'arrêt immédiat des hostilités. Au contraire, la recherche d'une réponse diplomatique et de politique au conflit est aujourd'hui qualifiée d'« illusoire » ; l'objectif d'arracher une victoire militaire sur la Russie s'étant imposée depuis plusieurs semaines sous l'impulsion de l'administration Biden et à la faveur de pays, comme la Pologne, nourrissant des ambitions de revanche sur la puissance russe.

L'invité d'honneur de cette nouvelle édition était en effet le président ukrainien Volodymyr Zelensky, intervenant par visioconférence depuis Kiev, pour exhorter les participants, dirigeants politiques économiques de premier plan, à prendre des sanctions « maximales » contre la Russie et à cesser avec elle toute relation commerciale. Après avoir évoqué l'impact de la guerre sur les économies des pays dépendants du blé ukrainien - enjeu qui fait en réalité l'objet de tractations très discrètes entre Russes et Ukrainiens sous l'égide de l'ONU et de l'UE (Le Monde, 31 mai 2022) - et les risques de crise alimentaire dans le monde, V. Zelensky a aussi laissé entrevoir la récompense qu'un engagement armé actif ou, à défaut, un soutien militaire ou matériel plus nourri aux côtés de l'Ukraine pouvait laisser présager, dès à présent, en parts de marché dans la reconstruction des villes et infrastructures détruites par la guerre. « Davos » s'est alors transformée en célébration du camp des « démocraties », animé comme un seul homme par les pays occidentaux, ligué contre l'autocratie russe, comme si ce camp « démocrate » ne comptait pas d'autocrates émérites lui-même.

La rhétorique éculée de cette prétendue nouvelle ère d'affrontement du « bien contre le mal », bloc contre bloc, habille d'un vernis idéologique fragile la préoccupation essentielle des « décideurs », puissances occidentales et consorts.

La guerre issue de l'invasion de l'Ukraine, sur ordre de Vladimir Poutine à l'origine pour des raisons géopolitiques, se mue, sous l'effet de son internationalisation par l'implication des puissances occidentales, en enjeu économique international. Car, pour elles, l'arbre russe cache la forêt chinoise. Depuis quelques années, le reproche adressé à la Chine était d'être devenue l'« usine du monde » et d'aspirer en devenant le « pôle d'excellence technologique » à brève

échéance.

Depuis la crise sanitaire, il est devenu impératif pour les puissances occidentales de mettre en échec la Chine devenue « un marché cher, (où) la main-d'œuvre n'y est plus si bon marché » (El Mundo, 3 avril) et dont le président en personne prêchait les vertus du libre-échange, ici même à Davos, en 2017 en opposition frontale à un Donald Trump, chantre du protectionnisme.

Le déclenchement puis la prolongation de la guerre en Ukraine, que tous prédisaient « courte », sont venus aggraver de façon aigüe le problème. Car avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, outre le problème de la dépendance commerciale en matière de blé, pétrole ou gaz, s'est immédiatement posée la question pratique des sanctions économiques, compliquée par l'interpénétration des intérêts capitalistes occidentaux et russes ou ukrainiens (voir l'Humanité magazine n°799, 24-30 mars 2022).

La crise du capitalisme mondialisé, la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis puis la pandémie de Covid-19 avec la crise sanitaire mondiale qu'elle a engendrée « ont incité de nombreuses entreprises et de nombreux États à réexaminer les conséquences pour l'économie nationale de leurs dépendances commerciales », soulignait le Wall Street Journal, quelque deux mois avant la tenue du forum. La question est celle d'une évolution de la mondialisation capitaliste qui permette aux pays occidentaux de reprendre le leadership international tenant compte, rappelle The Economist avec raison, que « les autocraties (sic) ne forment pas un bloc économique soudé, mais (qu') elles veulent toutes s'affranchir de l'influence occidentale, aussi bien pour les nouvelles technologies que pour les réserves monétaires. »

Les discours et discussions de Davos ont donc été consacrés au défi d'une « reconfiguration de la mondialisation » - capitaliste. Les alternatives sont déjà connues : il y a ceux pour s'en réjouir : « la mondialisation (comprenez bien : capitaliste) ne va pas disparaître, elle va être plus régionalisée » (El Mundo, 3 avril 2022) ; ceux pour alerter : « Le temps de la belle entente commerciale et du libre-échange sans cesse plus libre, y compris avec ses adversaires, apparaît de plus en plus comme une aberration » (Wall Street Journal, déjà cité). Il y a aussi les apprentis dialecticiens. Ainsi The Economist, dans son édition du 19 mars, à ceux qui, « en Occident, (auraient) la tentation de privilégier les échanges avec les seuls alliés militaires, voire de défendre l'auto-suffisance », il affirme : « Ce serait une erreur » et propose une solution plus simple : « En temps de guerre, la rupture des relations économiques a du sens. En temps de paix, l'objectif doit être de ne limiter les exportations vers les régimes illibéraux (sic) que pour les technologies les plus sensibles. » Autrement dit, renverser les rapports de dépendance énergétique, hautement stratégique, pour en devenir les maîtres absolus. Rien de bien révolutionnaire en soi - toute l'histoire du capitalisme en est tissée.

Ces débats, qui n'ont certes rien de nouveau, méritent néanmoins toute notre attention, d'abord pour les contradictions qu'ils mettent en lumière.

Affirmer, comme le fait un rédacteur d'El Mundo, que c'est avec la guerre en Ukraine que « la vision des années 1990 selon laquelle le libre-échange et la liberté iraient de pair » se serait « fracassée », c'est oublier bien vite les profondes interrogations soulevées sur le sens de nos sociétés avec la pandémie, la crise sanitaire et les mois de « nationalisme vaccinal » qui ont suivi.

C'est oublier les mouvements sociaux et politiques populaires d'Occident, des « printemps arabes » au mouvement récent au Chili qui vient d'enterrer la constitution héritée de Pinochet qui gravait le néolibéralisme dans le marbre au détriment des droits et libertés, précisément.

Conquêtes sociales, droits, paix et démocratie constituent de plus en plus nettement la trame des mouvements populaires qui se lèvent dans différents contextes nationaux. La voix des peuples doit être entendue, elle doit s'imposer.

Les émeutes de la faim qui balaient le Sri Lanka et réprimées avec brutalité - dans une certaine indifférence des chancelleries occidentales - vont s'étendre en Asie, en Orient, en Afrique, en Amérique latine aussi peut-être. Qui peut prétendre sans cynisme que c'est la poursuite de la guerre en Ukraine, voire une victoire militaire de l'Ukraine ou de la Russie, qui résoudrait une crise alimentaire mondiale ? Personne évidemment. Même l'éditorialiste du Figaro daté de ce 31 mai répond à la question « Ukraine : quelle voie de sortie ? » en soulignant que le « jour où Russes et Ukrainiens accepteront de parlementer sur des dossiers techniques d'intérêt commun (exportations céréalières, gazoducs, etc.) une lumière apparaîtra au bout du tunnel. »

La mondialisation n'est pas née avec le XX^e siècle, ni avec le capitalisme industriel. Elle est un processus géo-historique de très longue durée, de plus cinq cents ans, une « construction dynamique, instable et conflictuelle », et le fruit de rapports de force. Elle est un terrain de lutte que les forces du travail et de la création tentent d'investir depuis peu, depuis Marx.

Chaque avancée sociale ou politique conquise au cours des deux derniers siècles est le fruit du mouvement populaire, singulièrement du mouvement ouvrier et paysan, dans le monde entier. Et parce que « nul ne peut prétendre que la dictature du capitalisme international a été solidement et durablement installée sur la mondialisation », comme rappelait Bertrand Badie dans son essai *Nous ne sommes plus seuls au monde*, tout processus d'émancipation de la mondialisation de la domination capitaliste est et sera le fruit des mobilisations sociales et de société.

La proposition des communistes de la tenue d'une conférence paneuropéenne extraordinaire avec pour ordre du jour la fin des combats en Ukraine, la définition d'une solution politique et le projet d'un cadre commun de coopération et de sécurité collective prévenant tout nouveau conflit est ambitieuse. Elle demande beaucoup de volonté et de travail ; elle implique une grande exigence démocratique et du temps sans doute mais elle n'est ni impossible ni naïve. Il s'agit bien de partir des intérêts communs pour fonder les bases d'une paix durable, d'une fraternité et solidarité entre les peuples. Il s'agit non de décréter par de beaux discours l'avènement d'un jour neuf mais d'agir pour enclencher des processus concrets de transformation produisant au fur et à mesure leurs effets.

C'est en devenant une proposition majoritaire portée par le plus grand nombre qu'elle aura une chance de devenir la proposition de la France au plus haut niveau de l'État. Cet objectif est réaliste, il est même indispensable pour le peuple ukrainien en premier lieu.

Ce n'est pas de « Davos » mais de l'engagement des peuples, des forces du travail et de la création, des forces de paix, de leur rassemblement, que les perspectives de paix en Ukraine et de sécurité (humaine) globale renaîtront. ✪

Lydia Samarbakhsh
responsable du secteur International